

Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

Témoignages des pionniers des relations franco-québécoises

28 mai 2014

Montréal

Intervieweur : Yves Bergeron

Interviewé : Marcel Masse

00:00:00:00	
00:00:03:08	Yves Bergeron : Alors M. Marcel Masse, vous avez été président-fondateur de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs. C'est l'objet de notre entretien aujourd'hui. On va se replonger dans le contexte qui a permis l'émergence de cette commission.
00:00:19:13	Alors tout ça a commencé autour de 1996, puisque c'est à ce moment-là où Jacques Parizeau, qui est premier ministre du Québec, vous nomme délégué général du Québec à Paris. Alors pourriez-vous revenir sur cette période parce que c'est à ce moment-là que vous avez cette idée de créer une commission qui réfléchirait, donc, aux relations France-Québec ?
00:00:42:12	Marcel Masse : Alors les relations France-Québec, elles étaient excellentes, d'autant plus qu'elles étaient privilégiées. Et ce privilège de la relation France-Québec vient d'un partage de 400 ans d'histoire commune.
00:00:58:18	De 1608 à aujourd'hui, les Français et ceux devenus depuis des Québécois, ont quand même partagé pendant, au début, 150 ans, une aventure commune en Amérique du Nord, c'est-à-dire l'aventure de l'Amérique française.
00:01:16:22	Après la Conquête, des relations se sont poursuivies, par exemple entre les communautés religieuses : le Séminaire de Québec, le Collège de Québec, l'Université de Québec. Entre les communautés religieuses et la même chose sur le plan hospitalier.
00:01:32:04	La partie diplomatique a commencé avec la venue au Québec de la corvette la Capricieuse, vers 1850.
00:01:42:01	Donc à l'époque de Napoléon III. Parce que Napoléon III avait d'excellentes relations diplomatiques avec la reine Victoria et ils venaient d'accomplir ensemble, l'Angleterre et la France, la guerre de Crimée.
00:01:51:15	Donc, il était acceptable pour l'Angleterre, que la France revienne officiellement dans les navires militaires : la corvette et la Capricieuse à Québec.
00:02:06:05	Quelques années plus tard, avec la permission de l'Angleterre, la France ouvre un consulat, à Québec, qui deviendra avec le temps Consul général du Québec.
00:02:17:01	Une dizaine d'années plus tard, le Québec, à l'époque d'Adolphe Chapleau, ouvre un bureau à Paris avec Hector Fabre comme agent. Le Canada va s'ajouter à ça et pendant toute cette époque, le Canada et le Québec sont représentés par le même individu à Paris.

00:02:40:04	Passons sur les années de guerre, mais notons qu'à partir de 1950, il y a une révolution dans les transports commerciaux, à la suite de la Deuxième guerre, l'établissement des aéroports un peu partout. Donc 1950 est une année clef parce que les relations entre les pays, c'est d'abord la possibilité de transport, de communication. Alors les bateaux sont de plus en plus gros et les avions arrivent à Montréal.
00:03:15:29	Le Canada a sa ligne aérienne, mais Air France s'établit dans les années 1950. Et c'est à partir de là qu'on fait des voyages organisés au Québec, de façon très, très importante à travers le Québec.
00:03:29:14	1950, c'est l'année sainte également, à Rome. Donc beaucoup, beaucoup, des milliers et des milliers de Québécois découvrent la France à travers ces visites-là.
00:03:38:24	Ce succès, à ce moment-là, et depuis, des étudiants qui vont à Paris, dans les années 50. Ce qui a d'ailleurs créé une connaissance mutuelle de plus en plus importante. Les milieux d'affaires se sont intéressés à ces nouveaux marchés. On a établi de grandes expositions ici à Montréal et en France, ce qui a amené d'ailleurs Maurice Duplessis à se pencher sur cette question-là et à discuter sérieusement l'ouverture d'une maison à Paris.
00:04:11:23	Mais, c'était à la fin de son régime. Il est malade. Bien qu'il avait fait inscrire dans les comptes publics du Québec, dans les budgets, des montants pour aller lui-même à Paris ouvrir la maison. Voilà une chose qui est largement oubliée.
00:04:29:05	Paul Sauvé est nommé. Il n'a pas eu le temps de gérer ce dossier-là et Antonio Barrette a suivi. Et le 28 janvier 1960, à l'Assemblée législative, devenue l'Assemblée nationale du Québec, Antonio Barrette annonce l'ouverture, par son gouvernement, d'une maison, d'un bureau, d'une agence à Paris.
00:04:52:10	Le chef de l'opposition est M. Georges-Émile Lapalme, qui approuve cette décision du gouvernement. Et c'est M. Lapalme et M. Lesage qui, un an plus tard, iront ouvrir la Délégation générale du Québec à Paris.
00:05:06:01	Je montre ça pour montrer qu'il y a une continuité.
00:05:08:17	Et voilà, je me retrouve délégué général à Paris, après avoir été, dans les années 60, ministre d'État à l'Éducation, dans le gouvernement de Daniel Johnson. Les fameux accords Peyrefitte-Johnson, à la suite de la visite du général de Gaulle, en juillet 1967, et « Vive le Québec libre ! ». Deux mois plus tard, au début de septembre, Alain Peyrefitte, à ce moment-là ministre de l'Éducation en France, vient ici pour poursuivre et assurer un plus grand développement de la coopération entre la France et le Québec.
00:05:43:01	J'ai dirigé l'équipe québécoise dans cette négociation-là et j'étais bien au fait de l'ampleur de la coopération. On était passé, en 66, en gros, 1 200 000 \$, et en 70, on en était rendu à 10 000 000 \$. On a multiplié par dix ! À cette époque de Daniel Johnson, la coopération avec la France, dans toutes sortes de domaines, privilégiant, évidemment, les choses étant ce qu'elles sont, l'éducation.
00:06:15:04	Or, le hasard de la vie fait que je me retrouve à Paris, une trentaine d'années plus tard, et je réalise dans les premières semaines, que la coopération avec la France avait jusqu'à un certain point dérivé.
00:06:31:26	Qu'elle était d'abord et avant tout jugée par ses résultats économiques. Et on avait plus ou moins abandonné les raisons de fond qui nous amenaient à avoir une coopération avec la France, c'est-à-dire cette histoire commune du développement de la période française, de la Nouvelle-France, et puis de tout ce qui s'est suivi.

00:06:53:27	Et là, il se trouve qu'on avait une perte de mémoire. On avait une perte de connaissance de notre histoire commune et dans ce sens-là, il fallait réparer cette partie-là. Parce que si l'économie n'était que la raison de se retrouver à Paris, il valait mieux aller en Allemagne, aux États-Unis ou en Angleterre, ou enfin, là comme ailleurs.
00:07:21:21	Mais si c'est privilégié là, c'est parce que nous avons participé ensemble, à un tronc commun d'une partie de nos histoires. Il fallait remettre ça. Ce déficit de connaissances historiques nuisait à la connaissance, et jusqu'à quel point on peut assurer une coopération avec la France.
00:07:42:07	Voilà, c'est dans ce cadre-là, au début, et à partir de là, j'ai réfléchi à trouver des moyens. Et j'en suis arrivé à l'idée que de créer une commission binationale, c'est-à-dire France-Québec, où on partage l'approfondissement de connaissances de cette histoire commune, et ensemble, on trouve des moyens pour la mettre en valeur, on réinvestit dans notre mémoire.
00:08:08:22	Et dans ce sens-là, la mémoire devient un moteur actif à l'histoire qui se développe, donc c'est cette veine de l'histoire qui m'a amené à proposer cette commission-là à la commission permanente au mois de décembre suivant. Elle a été acceptée et c'est à partir de là que nous y avons travaillé.
00:08:30:29	YB : Je comprends bien que vous avez une grande préoccupation pour l'histoire. En même temps, l'histoire, ce n'est pas aujourd'hui, je dirais, la grande préoccupation... Je dirais, ce n'est pas la préoccupation première, mais plus particulièrement, comment vous avez réussi à rattacher l'histoire et la culture contemporaine ?
00:09:22:13	MM : Alors donc, il fallait réinvestir dans notre connaissance de l'histoire. En réinvestissant, on active la mémoire, qui est ce qu'on retient de notre histoire commune. À cette époque-là, Pierre Nora publie des travaux très importants en France. Des travaux sous sa direction sur les lieux de mémoire communs, pour la France.
00:09:23:16	J'ai rencontré Pierre Nora, j'en ai discuté avec lui, voir... Évidemment, l'approche de Pierre Nora avec les lieux de mémoire communs en France, ce n'est pas du tout notre mémoire à nous, entre le Québec et la France. On est dans un autre monde.
00:09:40:03	Mais, il reste des traces de notre histoire partout. Dans notre façon de vivre, dans des maisons, dans des lieux, dans des paysages. Partout, ce qui nous entoure, est l'héritage de cette histoire commune en Amérique.
00:10:01:14	Voilà pourquoi c'est partant de là qu'il fallait développer une notion, une vision des moyens pour que cette commission franco-québécoise nous aide à réinvestir dans notre connaissance historique et dans notre mémoire, les mémoires qu'on partage.
00:10:21:17	C'est autour de ça qu'était le moteur, si je peux m'exprimer ainsi, le moteur duquel il fallait partir pour donner vie à la commission des lieux de mémoire.
00:10:32:02	YB : Vous l'avez dit il y a quelques instants, cette proposition-là a été bien accueillie, mais ensuite, comment les choses se sont mises en place, parce que vous passez de l'idée à la structure formelle. Comment tout ça s'est organisé ?

00:10:49:02	MM : Alors donc en décembre 1996, si je me souviens bien, la commission accepte la proposition. Évidemment, à partir de là, la responsabilité du ministère des Relations internationales est de mettre en branle, de démarrer la proposition acceptée. Alors les fonctionnaires se sont penchés sur ça, et deux ou trois mois, mettons au mois d'avril de l'année suivante, le premier ministre de l'époque, M. Bouchard, Lucien Bouchard, m'a confié la mission de réaliser cette proposition-là, d'en assurer la présidence et son développement.
00:11:30:11	Je suis de retour ici au mois de juin. Juin, juillet, août : on travaille avec les fonctionnaires à débroussailler et faire un premier travail, disons. Ce qui m'a amené, dès le mois de septembre, à revenir en France pour travailler avec les Français à l'établissement de la partie française de la chose, puisque c'était notre idée. Alors là, il y a eu des réunions au Quai d'Orsay, avec les associations France-Québec, avec tous ceux qui, en France, partageaient cette connaissance, pour avoir deux groupes qui tirent dans la même orientation et qui commencent à se connaître.
00:12:13:01	De retour au Québec, au mois d'octobre, novembre, on a fait des réunions préliminaires à Québec de la même façon et la première réunion a eu lieu officiellement au mois de décembre de l'année. Et voilà, là, on avait la commission et à Québec, et à Paris, et on a commencé à travailler à partir de là.
00:12:31:04	YB : Du côté de la France, comment on a identifié ces gens qui s'intéressaient à ces questions de mémoire France-Québec ?
00:12:38:23	MM : Alors avec le Quai d'Orsay, il y avait quelqu'un qui avait une certaine stature, quelqu'un qui avait une certaine envergure et qui, par sa connaissance du Québec, par l'action qu'il avait menée en France, crédibilisait le travail. Et la personne sur laquelle le nom est arrivé, c'est M. Henri Réthoré, qui avait été Consul général ici, à l'époque de René Lévesque, Consul général de France à Québec et qui avait été ambassadeur en Afrique et puis qui était... Je me demande même s'il n'était pas président de l'association France-Québec pour la région de Paris. En tous cas, il était très impliqué. C'est comme ça que je l'ai connu, parce qu'à l'époque où il était à Paris... il était à Québec et moi, j'étais plutôt à Ottawa. Je ne l'avais pas rencontré.
00:13:22:09	Mais, c'est sur place que nous avons commencé à travailler ensemble, à fraterniser. Et puis morceau par morceau, on a ajouté, un peu comme au Québec, on a ajouté autour de la table, des dépôts de mémoire, si je peux m'exprimer ainsi.
00:13:37:16	YB : Alors de part et d'autre, qu'est-ce que vous vous étiez fixé comme objectif ?
00:13:41:11	MM : Alors l'objectif, c'est d'investir dans notre histoire commune et de la mettre en valeur, cette histoire commune. Et l'histoire commune, c'est pas uniquement Québec-France, l'histoire commune, c'est l'Amérique française.
00:13:58:09	Donc, aussi bien dans l'Ouest qu'en Acadie, aux États-Unis. Cette mémoire, on la retrouve là, cette histoire, on la retrouve là.
00:14:09:04	Donc c'est bien important que bien qu'étant dans la relation France-Québec, probablement pour la première fois de la relation France-Québec, le champ d'application de l'organisme supporté par France-Québec déborde le territoire du Québec parce que l'action qu'on a menée, à travers 400 ans, elles débordaient, ces actions-là.
00:14:29:12	Alors si on veut travailler là, il faut être là où l'histoire a passé.

00:14:33:24	Donc ça a été une première discussion avec les autorités du ministère à Québec, de déborder le territoire du Québec. Alors la mission donc, c'est approfondir la connaissance commune de notre histoire, et mettre en valeur cette histoire, ou la mémoire qu'on a de cette histoire-là.
00:14:52:13	Comment arriver à faire ça ?
00:14:54:12	D'abord, la commission ne voulait remplacer personne. La commission n'était pas là pour agir pour ou contre les autres qui sont dans ces domaines.
00:15:06:13	Quels sont ces domaines ? L'archéologie, les musées, les archives. Partout où il y a des dépôts de mémoire.
00:15:15:14	On a donc formé, on a donc créé une table de concertation de tous ces éléments qui existent déjà pour mieux coordonner notre action, s'entendre sur une vision commune à travers la vision de la commission. Et chacun devient un moteur de cette...
00:15:39:29	Chacun devait comprendre dès le départ que la commission était un allié et n'était pas un adversaire.
00:15:45:15	La commission n'était pas là pour recevoir des subventions qu'eux auraient perdues d'autant. Donc cette première étape-là était très importante parce que c'était nouveau, donc il fallait que tout le monde se sente très bien accepté autour de la table...
00:16:02:20	YB : Il y avait donc une volonté de fédérer tous ceux qui s'intéressaient à ces questions de mémoire.
00:16:08:01	MM : Exactement. Que chacun y trouve son profit et apporte son existence.
00:16:13:12	Alors c'est ainsi qu'au fond... D'abord, l'histoire, elle est enseignée dans les universités, c'est là qu'on y fait la recherche. Elle est enseignée dans les cégeps, donc évidemment, les professeurs d'histoire sont un élément clef de la commission. Bon.
00:16:32:05	Après ça, les dépôts de mémoire se trouvent dans les musées. On a beaucoup de musées historiques, que ce soit la maison Saint-Gabriel ou que ce soit le Musée de la civilisation à Québec. Il y a beaucoup de musées qui mettent en valeur des artefacts qui reflètent notre histoire.
00:16:48:19	L'archéologie, les archives, c'est un dépôt de mémoire extraordinaire.
00:16:54:09	Alors, c'est à partir de là que ces gens-là se sont retrouvés autour de la table et ont défini des programmes d'action, comme par exemple les jeunes. Si on veut que la jeunesse partage cette connaissance historique, il faut qu'ils soient actifs dans la promotion de cette histoire.
00:17:13:19	C'est comme ça qu'on a créé, par exemple, les universités du patrimoine, une année dans la région Poitou-Charentes et une année dans la région de Québec.
00:17:23:22	Alors, voilà une trentaine de jeunes qui à chaque fois, passaient deux ou trois semaines et travaillaient dans divers aspects, mis de l'avant par cette école, cette université. La même chose, avec créer des réseaux à travers les musées, créer des réseaux à travers les archives, créer des réseaux à travers les universités.

00:17:43:10	Et c'est comme ça que, disons, on a travaillé et l'action qui s'est donnée, elle a été, pour les universitaires et tout le monde, des colloques, qui nous permettaient d'approfondir notre connaissance, et de la faire connaître. On a organisé des colloques et en France, et ici. Le premier, c'était <i>De France à Nouvelle-France</i> . Donc, on était dans la région de La Rochelle, d'où les bateaux partaient. Donc de France, une partie de France, pour venir en Nouvelle-France, c'est-à-dire à Québec.
00:18:11:25	Le colloque suivant a eu lieu à Québec, deux ans plus tard, au Musée de la civilisation. Il portait de Québec à l'Amérique française, parce que c'est de Québec que l'Amérique française s'est développée. Donc, c'est un deuxième thème. On voit comment est-ce qu'à travers Québec, on se retrouve en Amérique française.
00:18:29:20	On a fait un colloque sur Champlain, dans la région de Brouage, mais on a fait aussi des séminaires. D'abord, au départ, le premier, dans les semaines qui ont suivi le lancement de la commission, de quoi parlons-nous quand on parle de lieux de mémoire ? Alors on a fait des réunions avec, à Québec, dans les voûtes du Vieux Séminaire de Québec, avec des sommités françaises comme Pierre Nora, Jacques Revel, qui était président de l'École des hautes études sociales. Et puis des gens comme Alain Croix et puis, autour de Québec, des professeurs, Jacques Mathieu, enfin tout ce monde-là. Pour réfléchir qu'au fond, on n'avait pas la même connaissance, la même sensibilisation en histoire.
00:19:13:23	C'est sûr que le Québec, l'histoire de France pèse sur nous au Québec puisque c'est ici que les choses se sont passées. Mais pour la France, c'est moins important, c'est bien sûr, que la Première guerre mondiale ou des guerres de Napoléon. Je veux dire, c'est ça le poids de leur histoire. Ce n'est pas la venue au Québec de 12 000, 15 000, 20 000 personnes.
00:19:35:09	Alors pour nous, c'est plus intense et c'est plus près de notre identité, l'histoire de l'Amérique française, que les Français. Mais à partir de là, comment pouvons-nous travailler ensemble ? Eux, c'est une redécouverte de cette histoire. Nous, c'est un approfondissement de l'histoire.
00:19:52:27	Parce que cette sensibilité, cette histoire-là nous vient de France, mais s'est réalisée dans l'Amérique française. Alors, on ne part pas de la même donnée, mais il faut travailler ensemble pour les mêmes objectifs. Alors le premier colloque, ça a été ça : de s'entendre sur la façon dont on pouvait travailler ensemble, bien que ne partageant pas, au départ, la même connaissance de cette histoire-là. Ça, ça a été le premier colloque.
00:20:08:18	Après ça, on va faire un autre séminaire à Trois-Rivières, je m'en souviens fort bien, où là on s'est demandé, à partir de notre mission, à la commission, mission de mettre en valeur, d'approfondir notre connaissance et de mettre en valeur, comment pouvons-nous jouer ça, nous ici au Québec ? Alors ça a été l'ouverture sur des commémorations, qu'est-ce qu'on peut faire ? Et on l'a fait avec les Français qui sont venus. Après ça, il y a eu d'autres réunions en France et puis ça a donné des études dans chacune des régions françaises. Que reste-t-il des traces de cette histoire dans chacune des régions ? Puis les publications des volumes.

00:20:57:03	La même chose sur... On a fait faire un inventaire, par exemple, ici. Que reste-t-il au Québec, au Canada, aux États-Unis, de cette histoire-là ? On trouve... Trouve-t-on dans les paysages, dans les habitudes de vie... Alors nous aussi, on a fait un inventaire de niveau universitaire, qui a été dirigé par M. Saint-Hilaire de l'Université Laval.
00:21:17:27	Et, avec le côté français, dans la région de Poitou-Charentes, il y a un investissement important qui a été fait. Que reste-t-il de cette mémoire ? On a découvert beaucoup de choses qu'on avait perdues ou qu'on avait oubliées. Donc, on approfondissait tout le temps, en avançant continuellement, notre connaissance et c'est toujours la relation, autour de la Commission, entre les universitaires, les chercheurs dans les musées, les spécialistes des archives et le monde extérieur, le monde associatif de la généalogie, ou des gens qui s'intéressent pour toutes sortes de raisons à la commémoration.
00:22:02:04	Et la force, je dirais même, la principale caractéristique de la Commission a été d'être capable de mettre ensemble et de retrouver un langage commun, l'universitaire et celui qui vient des associations, disons, civiles, de généalogie ou d'autres, d'associations d'histoire des régions, et de partager ensemble la connaissance et le travail.
00:22:26:15	Ça s'est fait, par exemple, dans les commémorations. La première commémoration qu'on a faite, ça a été la mort de Frontenac. Pourquoi ? Parce que la mort de Frontenac, c'est le Château Frontenac. Parce qu'il faut trouver un porteur dans la mémoire. Je me souviens fort bien que les premiers que j'ai rencontrés, c'était les dirigeants du Château Frontenac. Qui ont été d'abord surpris d'apprendre qu'il y avait un anniversaire, dans les années qui venaient, sur la mort de Frontenac et que ça pouvait être, pour eux, un bon moyen de publicité, que de lancer une nouvelle idée semblable.
00:22:55:06	Alors on a développé avec eux un programme et ils ont fêté ça pendant une semaine de temps. Tout le personnel avait un brassard noir pour souligner la mort de Frontenac. Et ils ont imprimé des tableaux, des ci, des ça. Il y avait toutes sortes de manifestations pour montrer qu'il faut partir du présent pour aller remonter dans l'histoire pour investir dans les mémoires. Ça, c'est un bel exemple. Mais il faut s'appuyer sur quelqu'un. Cette fois-là, c'était le Château Frontenac.
00:23:23:07	YB : Il y a eu toute une série de commémorations à la Commission. Certaines ont été plus importantes, ou en tout cas plus marquantes pour le grand public.
00:23:33:24	MM : Oui, c'est certain. Je pense que la Grande Paix de Montréal, le traité entre les Montréalais de l'époque et des Indiens. Ça a été très important à Pointe-à-Callières. Il y a des choses qui se sont passées à Montréal. La venue des Filles du Roy. La commémoration a été faite par étapes, parce qu'il s'est passé des événements sur une dizaine d'années. Et on a vécu, l'année dernière, le déploiement, l'arrivée réelle des Filles du Roy, comme commémoration.

00:24:09:16	Et on a fait des commémorations, aussi, dans des villes. Parce que si vous demandez aux Québécois : « Jacques Cartier ? » Pour les Montréalais, c'est d'abord un pont. Et là, encore plus, Champlain, c'est d'abord un pont. C'est qu'à un moment donné, quand on commémore un événement ou un personnage à travers la toponymie, et que cette toponymie devient plus importante que le personnage, il faut réinvestir dans la connaissance du nom. Exemple : la ville de Montmagny. Et on pourrait donner des exemples partout au Québec, où les gens savent que Montmagny, c'est le nom de la ville, mais ils sont bien embêtés d'expliquer c'est qui ce bonhomme-là, puis d'où il vient, etc.
00:24:50:14	Alors, exactement, à Montmagny, on en a profité pour faire cette expérience-là. Avec la ville, il y a eu des événements. Donc, il y a eu des commémorations comme ça un peu partout dans le territoire, qui ont pas eu l'envergure nationale, si je peux m'exprimer ainsi, mais que localement, ça a été très important. Et puis il y a des personnages aussi, à travers les communautés. Disons Marguerite Bourgeoys, Mme de La Peltrie, de grands personnages. À l'occasion d'un anniversaire quelconque, avec la communauté, on sort du réseau de la communauté pour faire connaître au plus grand nombre possible de Québécois l'existence de ce personnage-là dans notre histoire.
00:25:31:16	YB : Mais la Commission a permis également de redécouvrir des gens qui ont été très importants, mais négligés par l'histoire. Et je pense notamment à Dugua de Mons. C'est un bon exemple de ce que la Commission a fait.
00:25:43:02	MM : Oui, Dugua de Mons, c'est, effectivement, avec Champlain. Le personnage connu, c'est Champlain parce que c'est lui qui était ici, qui est venu ici. C'est celui qui était en commande, jusqu'à un certain point, et c'est celui qui est passé à l'histoire. Mais derrière, il y avait Dugua de Mons, qui était le patron, mais en France, le patron de Champlain, mais en France.
00:26:01:05	Qui est venu ici, mais qui a pas séjourné. Et en plus de ça, qui a pas écrit beaucoup, alors que Champlain a écrit. Et les historiens adorent les écrits, parce que c'est une preuve de l'existence, tandis qu'uniquement le travail de... C'est à travers les écrits de l'un et de l'autre qu'on a finalement situé le personnage Dugua de Mons.
00:26:21:25	Alors c'était important de faire connaître, parce que c'est une partie de l'histoire qui était inconnue. Et ça tombe dans l'idée « investir dans notre histoire ». Investir dans la connaissance de notre histoire. Et après, faire du personnage... Aujourd'hui, à Québec, il y a une statue, etc., les gens connaissent mieux le personnage qu'il y a 25 ans.
00:26:39:25	YB : Toutes ces actions de commémoration, elles étaient soutenues par, j'ai compris, des musées, entre autres, des villes, mais des ministères aussi, qui ont soutenu ces différentes activités ?
00:26:51:12	MM : Oui. D'abord, premièrement, parce que l'existence de la Commission venait des fonds publics. Alors régulièrement, il fallait faire rapport à la commission permanente de coopération entre la France et le Québec puis faire des demandes pour des subventions. Donc régulièrement, à travers ça, les ministères étaient concernés, parce que régulièrement, d'abord et avant tout, les ministères étaient présents à la Commission comme telle, les fonctionnaires étaient présents à la Commission, donc participaient aux décisions de la Commission.

00:27:24:00	Parce qu'en fait, c'est une commission France-Québec, donc des gouvernements des deux. Et c'est en ce sens-là que j'avais été nommé par le premier ministre du Québec et M. Réthoré l'avait été par le ministère des Affaires extérieures, donc le Quai d'Orsay. Donc, il y avait un lien d'États, juste par la Commission. Alors oui, les ministères étaient très au fait de ça. Et même, à un moment donné, il y a eu un accord de signé entre les deux ministères de la Culture, Québec et France, sur le patrimoine et la mise en valeur de notre histoire commune. Donc ça montre jusqu'à quel point il y avait un lien direct, officiel avec les deux gouvernements.
00:28:07:22	YB : Vous avez dirigé la Commission jusqu'en 2005-2006 ?
00:28:13:15	MM : Probablement.
00:28:16:25	YB : La Commission a été donc reprise du côté de Québec par André Dorval, qui est un ancien haut fonctionnaire du ministère de la Culture, qui a poursuivi les grandes orientations...
00:28:32:10	MM : Oui, c'est certain, il venait de la région de Québec. Maintenant, c'est M. Denis Racine, qui est de la région de Québec. Disons que moi, je suis venu du domaine... par le côté politique de l'action, M. Dorval, par le côté fonctionnaire de fonction publique et M. Denis Racine vient par les mouvements associatifs.
00:28:51:09	On a réellement les trois facettes, à travers les trois présidents, que l'on retrouvait autour de la table. Alors c'est évident que d'une décennie à l'autre, les choses changent un peu, les joueurs ne sont plus les mêmes, les sensibilités changent, donc il y a une évolution qui est tout à fait normale.
00:29:08:27	Mais l'objectif premier de la Commission, la vision se maintient à travers les présidents, bien que les actions changent régulièrement.
00:29:19:18	YB : Une fois que vous avez passé le relais à André Dorval, vous vous êtes concentré sur un projet, que vous aviez déjà amorcé à la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire. Vous avez créé la société Héritage de Champlain. Alors ça, c'est autre chose. Vous pouvez nous expliquer le contexte et votre objectif. Comment est née cette idée ?
00:29:44:16	MM : L'idée est née de la connaissance que j'avais. Parce que lorsque j'étais ministre au gouvernement canadien, il y avait à ce moment-là une commémoration pour la ville de Montréal. Ce qu'on voyait venir, 1608-2008 à travers Québec. 400 <sup>e</sup> anniversaire de la présence française en Amérique.
00:30:10:04	Je savais jusqu'à quel point il est difficile d'équilibrer dans ces commémorations, de se fêter soi-même aujourd'hui plutôt que de fêter ceux qui sont venus au départ. D'avoir un équilibre entre les deux. C'est dans cet esprit-là que j'ai cherché un projet qui pouvait être novateur en 2008. Un projet qui n'était pas en concurrence avec quelque autre projet qu'on connaissait à ce moment-là. Qui allait être au point de vue crédibilité, une connaissance de qualité universitaire. Donc avec des choses signées, donc crédibles.
00:30:56:02	Ça, c'était le cadre de ma réflexion. Et avec M. Jacques Mathieu, qui était notre spécialiste de l'histoire de la Nouvelle-France, et qui était à ce moment-là, également, doyen de la Faculté des lettres de l'Université Laval, on a organisé des réunions pour encadrer ce projet avec une pertinence scientifique. Comment pouvait-on arriver à trouver ce dont on parlait ?
00:31:25:15	YB : Est-ce que vous aviez un modèle en tête ?

00:31:28:23	MM : On n'avait pas de modèle particulier, non. On avait une préoccupation. Mais c'est au cours de ces réunions qu'à un moment donné, j'ai eu un réflexe, un flash, comme on dit aujourd'hui. Au fond, ce qu'on cherche, c'est : « Quel est l'héritage de Champlain ? » « Si Champlain n'était pas venu, que manquerait-il ici, en Amérique ? Et parce qu'il est venu, quelles sont les traces de sa présence ? » Évidemment, il n'y a pas eu d'héritiers de Champlain, alors on ne parle pas de l'héritage biologique.
00:32:02:06	Mais à travers Champlain, quelles sont les traces ? Que reste-t-il dans le territoire de l'Amérique française de traces de l'époque ou de traces dans les idées et l'imaginaire d'aujourd'hui ? Alors on est partis avec ces idées-là et c'est ainsi que j'ai créé la Société Héritage de Champlain. Parce que comme la Commission est une table de concertation et non pas une équipe de réalisation, on a créé, la Commission a créé une filiale, si je peux m'exprimer ainsi, qui est la Société Héritage de Champlain, que j'ai présidée. Et qui avait comme vocation de faire le suivi de cette idée-là.
00:32:39:21	Et c'est comme ça qu'est née, dans le temps, l' <i>Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française</i> . Donc de rassembler, à travers un réseau, autour de l'Université Laval, parce qu'avec le temps, ces travaux-là ont été confiés à M. Laurier Turgeon, qui était responsable d'une chaire du patrimoine à l'Université Laval. C'était tout à fait logique puisque c'est à travers l'Université Laval que s'était poursuivie cette connaissance de l'Amérique française à travers le temps.
00:33:16:16	Alors, s'est établi un réseau universitaire avec le Canada. La partie Canada Ouest, la partie Canada Est, disons l'Acadie, les États-Unis. Et tranquillement, on est arrivés à développer un modèle où on avait trois avenues. D'abord, la nature. La nature, c'est dans les paysages, les rivières, des lieux qui sont significatifs de la présence française à travers ces 400 ans. Ou bien des objets culturels, que ce soit des genres de vie, l'alimentation, la religion... toutes les phases humaines. Et également la même chose pour les biens matériels, les maisons.
00:34:07:18	Donc les thèmes se sont très bien définis avec le temps et l'opération a été lancée avec, évidemment, un apport public et privé, universitaire. Et c'est comme ça que pendant quelques années, la chose s'est faite. Donc il reste à l'occasion de ce 400 <sup>e</sup> anniversaire de 2008, il reste aujourd'hui une donnée nouvelle par rapport à ce qu'on connaissait au moment où on l'a fait. Il reste un réseau en place et ce projet-là, donc, a répondu aux objectifs qu'on avait d'arriver avec un projet novateur, de bonne qualité et qui laissait un réseau en place.
00:34:48:00	Ça, c'est l'encyclopédie, donc c'est la suite de la logique du départ de la commission des lieux de mémoire.
00:34:56:09	YB : C'est un peu paradoxal, parce que ce projet d'encyclopédie du patrimoine sur Internet... Vous avez parlé jusqu'à maintenant de mémoire, de traces, et pourtant Internet, c'est furtif. C'est-à-dire que ce qu'on retrouve aujourd'hui, on sait pas très bien si ce sera toujours accessible dans quelques années. Alors pourquoi ce choix ?
00:35:18:01	MM : C'est une question d'évolution de la technologie, parce qu'au départ, c'était logique, c'était notre habitude, on est partis avec l'idée « Bon, on imprimera un volume, une encyclopédie. » Mais le problème auquel on a fait face, c'est que tout le temps qu'on travaillait à ça, il ne sortait rien. Il fallait attendre que le travail soit complété pour publier le volume.

00:35:40:16	Alors entre-temps s'est développé beaucoup l'Internet, le multimédia. Et là, ça nous a amenés à utiliser ce moyen-là. D'abord parce qu'il est progressif. Au fur et à mesure qu'on arrivait avec des articles et de la documentation, on pouvait régulièrement imprimer. Donc, l'encyclopédie se faisait au fur et à mesure qu'on avançait, de jour en jour, et les gens pouvaient y participer tout de suite, et même attirer notre attention, qu'on a oublié tel champ, que tel article devrait exister.
00:36:12:22	En plus de ça, l'avantage, c'est qu'on pouvait ajouter de la vidéo, de la sonorisation, des artéfacts, des images, des photos, qu'on ne pouvait pas faire dans le livre en dernier. On pouvait avoir les photos, mais on pouvait pas avoir les vidéos.
00:36:28:22	Et je dirai troisièmement, on est allés tout de suite vers une clientèle très au fait de ces moyens-là, les jeunes, dans les cégeps, les universités, les chercheurs. Et puis partout on pouvait aller, en France... La même journée, on était en France, on était aux États-Unis, on était au Canada.
00:36:49:23	Donc plus on allait, plus on sentait que c'était ce moyen et qu'il était interactif. Au fur et à mesure qu'on avançait, les gens pouvaient donner leur accord ou leur désaccord, demander des précisions. Donc à travers le multimédia, ça a été progressif, notre affaire. On est avancés, partant d'une page blanche avec, à la fin, 300 et plus articles.
00:37:12:20	YB : Pourquoi avoir choisi de publier aussi en anglais ? Puisqu'il s'agit du patrimoine de l'Amérique française.
00:37:18:25	MM : On a publié en anglais parce que la clientèle qui cherchait ses racines était majoritairement anglaise. Il faut se souvenir que le Québec francophone représente aux alentours de 7 millions de descendants de Français, 1,5 million dans le reste du Canada, mais aux États-Unis, on tourne entre 11, 12, 13, 14 millions de descendants, dans la région de Détroit...
00:37:47:00	Souvenez-vous de toute la vague de Québécois qui sont allés dans les années... autour des années 1890. Ils sont allés en Nouvelle-Angleterre. Il y a beaucoup de descendants. Ils ont perdu leur langue, mais ça ne veut pas dire qu'ils ont perdu leurs racines. Ils viennent régulièrement ici, mais là, ils demandaient à mieux comprendre. Voilà pourquoi, finalement, on a dit : « La meilleure pédagogie, c'est de leur expliquer leurs racines françaises en leur donnant un texte anglais. » Alors c'est comme ça qu'ils ont pu participer à notre travail.
00:38:19:26	YB : Ce projet d'encyclopédie, qui est né il y a presque une quinzaine d'années maintenant, est à peu près terminé aujourd'hui. Est-ce que ça correspond aux objectifs que vous vous étiez fixés, à l'idée que vous vous faisiez, d'un produit final ? Mais en même temps, est-ce que ça rejoint les publics que vous souhaitiez rencontrer ?
00:38:41:06	MM : Alors on revient toujours au début de la Commission. Investir dans la connaissance et la mise en valeur. Alors oui, on investit dans leurs connaissances, on connaît mieux certains sujets, parce que c'est des chercheurs qui les ont travaillés. Et l'encyclopédie est un moyen d'aujourd'hui pour mettre en valeur, assurer la connaissance.
00:39:04:08	Donc ça, oui. On a évolué avec le temps parce que la pédagogie et la technologie a évolué. Est-ce que c'est complet ? Je dirais non ! Ce sera jamais complet. Faut que ça continue, parce qu'il y a des nouveaux thèmes. Parce qu'au fond, on part d'aujourd'hui pour remonter dans le temps.

00:39:27:06	Le patrimoine, contrairement à ce qu'on peut croire, c'est un monde en évolution. Alors ce qui est considéré comme patrimoine aujourd'hui ne l'était pas nécessairement il y a 50 ans. Et d'autres types de patrimoine seront connus et seront intéressants pour la population dans 50 ou 100 ans.
00:39:50:17	C'est un monde en évolution. C'est comme la connaissance de l'histoire, c'est en évolution. Dans ce sens-là, je ne peux pas dire que c'est terminé. Ça devrait se poursuivre. Là où quand même on a réussi, c'est devenu un domaine de référence. Beaucoup de crédibilité... Les signatures des professeurs donnent beaucoup de crédibilité.
00:40:12:15	Et aujourd'hui, si vous vous promenez sur Internet, vous allez, sans le savoir, arriver à des textes, des articles qui viennent de l'encyclopédie du patrimoine.
00:40:23:21	Le monde est en évolution, y compris les concepts de patrimoine. Donc c'est normal que ça évolue. Et demain, ce sera une autre façon de faire connaître le patrimoine. Ça, c'est évident. Mais c'est de tout temps ça, un patrimoine.
00:40:42:00	Par exemple, Louisbourg, qui est très important dans l'histoire de la Nouvelle-France. Louisbourg a été détruit par des Anglais, à l'époque de Wolf. Ils ont carrément défait toutes les maisons. C'était un choc. Des années plus tard, donc dans les périodes 1950-60, on a commencé à reconstruire les patrimoines. C'est comme ça qu'on a construit le Vieux-Québec. C'est un peu partout en Amérique du Nord.
00:41:19:22	Pour redonner des traces vivantes aux gens d'aujourd'hui de leur passé, on a reconstruit largement Louisbourg et aujourd'hui, des milliers, des dizaines de milliers de Canadiens vont à tous les étés visiter Louisbourg. Alors le patrimoine Louisbourg, de la construction des Français, de la destruction par les armées anglaises, de la reconstruction par le gouvernement canadien et la Nouvelle-Écosse, et de la visite par une famille québécoise, il y a eu une évolution de Louisbourg. Alors dans ce sens-là, l'encyclopédie est une étape parmi d'autres dans la façon de connaître, de se reconnaître dans son patrimoine et de mettre en valeur le patrimoine. Donc, c'est une étape, c'est jamais final, mais ça a été notre étape à ce moment-ci, de notre connaissance du patrimoine.
00:42:18:16	YB : Alors aujourd'hui, avec le recul, comment vous envisagez le bilan de la Commission ?
00:42:24:21	MM : Je pense que... D'abord, premièrement, elle existe toujours. Et c'est quand même assez remarquable d'en être aujourd'hui à un troisième président, avec un renouvellement constant des gens autour de la table. Je pense que la Commission a rendu de grands services au Québec, à ceux qui s'intéressent à ça. Ça continue d'être un lieu de rencontre. Ça continue de permettre à chacun de pouvoir mettre de l'avant ses propres projets. D'assurer à travers un projet de la Commission une mise en valeur des aspects de tel groupe plutôt que de tel autre. Ça continue et ça continue de créer de l'intérêt et de répondre à un besoin.

00:43:05:16	On a beaucoup parlé de l'aspect Québec de l'opération, mais il y a l'aspect français aussi. En France, on a réalisé... Il y a beaucoup de domaines dont on n'a pas parlé ici parce que c'était pas notre responsabilité. Mais de part et d'autre, on connaît mieux notre histoire, et on a une meilleure connaissance de sa mise en valeur. Et on a pratiqué une mise en valeur et tout ça n'aurait pas existé si la Commission n'avait pas existé. Alors elle poursuit son travail, et je pense qu'il y a lieu d'être fier de cette réalisation de coopération France-Québec.
00:43:40:16	YB : Si je vous comprends bien, la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs, elle est toujours pertinente aujourd'hui ?
00:43:47:17	MM : Oui. Et elle continue sa vie ! J'espère qu'un jour, elle deviendra patrimoine elle-même de la connaissance du Québec. Mais une table de concertation de tous ceux qui sont intéressés à la mise en valeur de cette partie importante de notre histoire qui fait notre culture et notre langue, se retrouvent régulièrement autour de la même table, échantent des idées, mettent de l'avant des projets, font connaître les leurs, participent aux projets d'un autre. Je pense que ça a été une addition pour tout le monde. Et dans ce sens-là, je pense qu'il y a lieu d'être fier.
00:44:25:04	D'autant plus que c'est unique dans le sens suivant. Que deux pays, mettons le pays Québec et le pays France, ensemble, travaillent à mettre en valeur leur histoire commune, ça ne peut pas arriver à beaucoup d'endroits. Parce qu'en général, l'histoire commune est d'abord un affrontement. Je me souviens, les premières fois que je suis allé rencontrer les directeurs des inventaires du ministère de la Culture en France, ils ont été passionnés par ce travail, parce que pour eux, c'était unique. Parce que mettre en valeur la relation France-Allemagne en France, c'est beaucoup de lieux de guerre. Mettre en valeur l'histoire anglaise et française, c'est également beaucoup de lieux douloureux, de guerre, d'occupation.
00:45:24:01	Mais dans cette relation presque unique France-Québec, c'est une relation où il y a eu beaucoup d'oubli, mais il n'y a pas eu beaucoup de guerres communes, on n'en a pas eu ! Et dans ce sens-là, c'est un intérêt pour les spécialistes. Comment arriver à investir dans la mémoire de l'histoire des gens ? L'histoire de deux... Un rapport avec un autre pays. Comment arriver à le faire ? C'est plus intéressant avec la commission qu'on avait, de travailler à ça qu'avec d'autres termes.
00:46:06:26	Donc, c'est un peu unique, dans ce sens-là. Et je crois que, tous, nous avons un déficit de connaissance de notre histoire. Et c'est de plus en plus difficile de placer les activités d'aujourd'hui dans une continuité historique. L'histoire permet de mettre en rapport vertical des choses, plutôt qu'uniquement horizontal, dans les débats immédiats d'aujourd'hui. Il y a une mise en contexte.
00:46:37:09	Il y a un déficit de connaissance d'histoire. Je suis de ceux qui insistent beaucoup. Meilleurs seront nos citoyens si, à travers l'histoire, ils sont capables de développer un sens critique, une connaissance de mise en perspective des activités politiques, économiques ou autres d'aujourd'hui.

00:47:01:17	Et les gouvernements se méfient, d'ailleurs, de l'enseignement et de la connaissance de l'histoire. Parce qu'il est plus facile, j'irais jusqu'à dire de rouler dans la farine des gens ignorants de leur passé, que d'être obligé, quand tu développes une politique ou un discours public, de l'inscrire dans une continuité.
00:47:25:01	Donc, dans ce sens-là, l'histoire forme les citoyens. Parce qu'elle oblige leurs dirigeants à modérer leur discours d'aujourd'hui, à réfléchir à la continuité. Mais dans ce sens-là, la commission des lieux de mémoire a été un outil d'expérimentation, mais qui à mon avis, est quand même arrivé à de bonnes conclusions. Je pense qu'il faut poursuivre... Il faut qu'elle poursuive son travail et nous devons tous les y encourager.
00:47:59:27	YB : M. Masse, je pense qu'avec votre réponse, on n'a plus aucun doute sur la pertinence de la commission des lieux de mémoire. Je vous remercie !
00:48:07:27	MM : C'est un plaisir !
00:48:08:27	